

Au Journal officiel du 7 au 13 février 2015

Au Journal officiel du 7 au 13 février 2015

16/02/2015

Au Journal officiel du 7 au 13 février 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 7 février 2015 :

· Décret n° 2015-126 du 5 février 2015 **relatif à la désignation et à la délimitation des zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole** - *Modification du Code de l'environnement ;*

· Décret n° 2015-130 du 5 février 2015 modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité intérieure (partie réglementaire) relatives aux **armes et munitions en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie** - *Entrée en vigueur le 2 avril 2015 - Modification du Code de la sécurité intérieure et modification/abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*

· Arrêté du 23 janvier 2015 fixant **la liste des substances et méthodes dont la détention par le sportif est interdite** en application de l'article L. 232-26 du Code du sport - *Abrogation de l'arrêté du 24 novembre 2014.*

Au JO du 8 février 2015 :

· Décret n° 2015-131 du 7 février 2015 relatif à **l'autorité compétente pour prononcer l'assignation à résidence d'un étranger expulsé ou interdit du territoire** - *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de plusieurs textes non codifiés.*

Au JO du 10 février 2015 :

· Loi n° 2015-136 du 9 février 2015 **relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 1er, III) - Modification du Code des postes et des communications électroniques, du Code de la santé publique et de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;*

· Délibération n° 2014/CA/11 du 27 novembre 2014 relative au **règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée** - *Abrogation de très nombreux textes non codifiés.*

Au JO du 11 février 2015 :

· Décret n° 2015-137 du 10 février 2015 **relatif aux missions et aux statuts de la SNCF et à la mission de contrôle économique et financier des transports** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 56) - Abrogation du décret n° 83-110 du 18 février 1983 ;*

Et décret n° 2015-138 du 10 février 2015 **relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités** - *Ce texte*

contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 55) - Abrogation/modification de plusieurs textes non codifiés ;

Et décret n° 2015-140 du 10 février 2015 **relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 4) - Abrogation/modification de plusieurs textes non codifiés ;*

Et décret n° 2015-141 du 10 février 2015 **relatif à la commission du statut particulier mentionné à l'article L. 2101-2 du Code des transports**- *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 9) - Abrogation du décret n° 50-637 du 1er juin 1950 ;*

Et décret n° 2015-143 du 10 février 2015 **relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire**- *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 4) - Abrogation de plusieurs textes non codifiés.*

· Arrêté du 2 février 2015 portant **définition de la notion de distribution locale pour l'application du règlement (CE) n° 37/2005 et abrogeant l'arrêté du 20 juillet 1998** fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments.

Au JO du 12 février 2015 :

· Décret n° 2015-146 du 10 février 2015 **relatif à la dématérialisation des échanges avec les juridictions financières** - *Modification du Code des juridictions financières ;*

· Décret n° 2015-148 du 10 février 2015 **portant publication de la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique** (ensemble une annexe), signée à Istanbul le 11 mai 2011 ;

· Décret n° 2015-150 du 10 février 2015 **fixant les critères de compétence des praticiens exerçant au sein de structures autorisées pour pratiquer des activités d'assistance médicale à la procréation** - *Modification du Code de la santé publique ;*

· Arrêté du 29 janvier 2015 **fixant le nombre de chambres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.**

Au JO du 13 février 2015 :

· Décret n° 2015-155 du 11 février 2015 **relatif à la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires et à la recherche biomédicale en assistance médicale à la procréation** - *Modification du Code de la santé publique ;*

· Décret n° 2015-158 du 11 février 2015 **relatif à la mise en place du timbre dématérialisé pour la délivrance des passeports** - *Modification du Code général des impôts ;*

· Décret n° 2015-159 du 11 février 2015 **portant diverses dispositions relatives à la défense nationale** - *Modification du Code de la défense, du Code de l'environnement, du Code de la santé publique, du Code du travail, du Code pénal et de plusieurs textes non codifiés.*

La Rédaction Législation